

FOOTBALL

APRÈS L'EURO-2016, DE NOUVELLES MANIFESTATIONS S'ANNONCENT À «HAUTS RISQUES»

Tournois hors normes et polémiques en vue

● **La planète foot a noté les grands rendez-vous après l'Euro-2016: un Mondial-2018 en Russie où la question des hooligans ressurgira, un extravagant Euro-2020 tournant dans 13 pays et un Mondial-2022 au Qatar source de polémiques en tout genre.**

Mondial-2018, alerte hooligans

La prochaine Coupe du monde a lieu en Russie. Le pays hôte sait qu'il est attendu sur la gestion de ses hooligans impliqués dans les violentes rixes sur le Vieux-Port de Marseille au lendemain du match d'ouverture de l'Euro-2016. Cette question est la «principale priorité», a assuré vendredi Alexander Djordjadze, responsable des relations entre la Fifa et le comité organisateur Russie-2018. «Le pays a une grande expérience dans ce domaine, et les leçons de l'Euro-2016 seront retenues. Aucune forme de hooliganisme ne sera tolérée», a encore insisté ce responsable qui s'exprimait à Paris en marge de l'Euro-2016. Le profil des hooligans russes fait peur. «Ils conçoivent le hooliganisme comme un sport collectif de combat: ils s'entraînent, font des sports de combat, ce sont des professionnels de la violence. Ils n'ont pas besoin d'alcool pour se battre», a exposé à l'AFP Nicolas Hourcade, sociologue spécialiste des supporters de foot. Le nouveau casseur est revendicatif: un groupe se promenait en France avec des t-shirts «Tour de France - Fuck Euro-2016». «Nous sommes venus démontrer que les Anglais sont des fillettes», avait confié à l'AFP l'un de ces hooligans,

Vladimir, à son retour en Russie après avoir participé aux exactions à Marseille. Le bilan fut lourd: 35 blessés, essentiellement anglais, dont deux n'ont pu être rapatriés que le 1^{er} juillet en raison de leur état grave. La Russie devra gérer dans deux ans ses hooligans mais aussi encadrer des supporters anglais qui seraient tentés par une revanche.

L'Euro-2020, l'éclatement

Dans quatre ans, il n'y aura pas un pays hôte mais... 13 pour l'Euro. Ce format inédit a été choisi pour marquer les 60 ans du championnat d'Europe des nations et n'est pas destiné à se répéter. La finale et les demi-finales auront lieu dans le mythique stade de Wembley à Londres. La localisation des autres matchs donne le tournis en regardant une carte: Munich (Allemagne), Bakou (Azerbaïdjan), Saint-Petersbourg (Russie), Rome (Italie), Copenhague (Danemark), Bucarest (Roumanie), Amsterdam (Pays-Bas), Dublin (Irlande), Bilbao (Espagne), Budapest (Hongrie), Bruxelles (Belgique), Glasgow (Ecosse). Le déplacement des équipes, fans et journalistes s'annoncent comme un casse-tête. Les critiques visant Michel Platini, à l'origine du projet et aujourd'hui suspendu par la justice interne de la Fifa, reviendront forcément sur le bureau de son successeur qui sera élu le 14 septembre. Il y a deux ans, au moment de la désignation des villes hôtes, Platini rétorquait: «Pour ceux qui se souviennent de l'Euro-2012 en Pologne et Ukraine, ce n'était pas facile d'aller à Kharkiv et Lviv. Là il y a des compagnies low cost et nombre d'aéroports



Photo: DR

pour profiter de cet Euro pour l'Europe». Du coup, aucun pays hôte n'est automatiquement qualifié. Il y aura de nouveau 24 équipes comme à l'Euro-2016. Un modèle qui a «des aspects positifs et des aspects négatifs qu'il fallait soupeser», comme l'a analysé le secrétaire général par intérim de l'UEFA Theodore Theodoridis. Le système de calcul de qualification en a rebuté plus d'un. L'Albanie a ainsi dû patienter trois jours, après son dernier match de poule, avant de savoir qu'elle était éliminée. Ce format à 24 n'est pas gravé dans le marbre pour l'édition 2024.

Mondial-2022, polémiques sans fin

C'est la Coupe du monde mal née par excellence. Dès la désignation du Qatar comme pays hôte le 2 décembre 2010, les polémiques éclatent. «C'est une mauvaise décision», lance le jour même le président américain Barack Obama, alors que les Etats-Unis étaient aussi candidats. Personne ne le sait à l'époque, mais c'est le début de la fin pour les figures de l'ancien régime à la Fifa. Les soupçons de corruption en tout genre enveloppent l'instance suprême du football. L'explosion aura lieu le 27 mai 2015 quand des hauts dirigeants

du foot mondial sont arrêtés au petit matin dans un luxueux hôtel à Zurich dans le cadre d'une enquête de la justice nord-américaine sur un système de pots-de-vin et de rétro-commissions depuis les années 1990. Dans une procédure distincte, ouverte contre X pour soupçons de «blanchiment d'argent et gestion déloyale» autour de l'attribution des Mondiaux 2018 et 2022, la justice suisse fait procéder le même jour à des perquisitions au siège de la Fifa.

Le grand ménage est toujours en cours. Parallèlement, l'organisation du premier événement sportif mondial dans ce petit émirat gazier continue de susciter débats et accusations en série. Même le syndicat mondial des footballeurs professionnels (Fifpro) a dénoncé «les horribles conditions de travail» sur les chantiers de la Coupe du monde au Qatar, s'interrogeant via des joueurs sur une vidéo: «Est-ce que des milliers de travailleurs doivent mourir pour quatre semaines de football?» Des ONG affirment que 1 200 ouvriers étrangers sont déjà morts sur ces chantiers, ce que démentent avec véhémence les autorités du Qatar. Avec ce tournoi pas comme les autres, le Mondial devient pour la première fois un sport d'hiver, décalé du 21 novembre au 18 décembre, au lieu des traditionnels mois de juin et juillet, pour échapper aux températures caniculaires au Qatar, autre source de polémique.

Ce pourrait être le dernier Mondial à 32 équipes, puisque le nouveau président de la Fifa, Gianni Infantino, est favorable à un format à 40. Le pays hôte de la Coupe du monde 2026 sera désigné en mai 2020.

MALGRÉ QUELQUES «RATÉS», LES EXPERTS DE L'UEFA SONT CATÉGORIQUES

Arbitrage: un Euro sans accroc

● **Pas de main façon Thierry Henry comme contre l'Eire en 2009, pas de but valide mais refusé comme celui de l'infortuné Frank Lampard au Mondial-2010: l'Euro-2016 s'est déroulé sans anicroche majeure au niveau de l'arbitrage.**

Après les choix des sélectionneurs, les décisions arbitrales font partie des sujets de débat préférés de ceux qui suivent le football. Mais les directeurs de jeu ont échappé aux polémiques et polémistes cette fois. Ainsi, le penalty accordé, après un moment de flottement, à la France face à l'Allemagne pour une main du capitaine Bastian Schweinsteiger en demi-finale, a été analysé comme une bonne décision par l'ensemble des acteurs, et acceptée comme telle.

En faisant le bilan de la compétition vendredi, deux jours avant la finale Portugal-France, l'UEFA a «complimenté les joueurs et les entraîneurs pour une amélioration du fair-play et des comportements vis-à-vis des adversaires et des arbitres pendant le tournoi». A la veille de la finale, le sélectionneur du Portugal Fernando Santos a été interrogé sur d'éventuelles craintes de favoritisme pour la France. Santos, pas tendre avec les directeurs de jeu — il avait été suspendu 4 matchs après le Mondial-2014 pour avoir déversé sa colère

sur eux — a été étonnamment zen: «non, non, je ne crains pas l'arbitrage». «Nous aurons trois excellentes équipes sur le terrain: les joueurs qui tenteront de remporter leur match, les arbitres qui feront le leur», a assuré le coach de la Seleção.

«Bonne image du sport»

Sur le site de l'UEFA samedi, Mark Clattenburg, qui arbitrera la finale, a dressé un bilan positif de l'Euro: «Il n'y a pas eu de désaccord, pas d'attroupement autour de l'arbitre et c'est quelque chose de magnifique à voir. Cela donne une bonne image du sport et rend notre travail beaucoup plus facile». Au niveau des statistiques, avant la finale, 195 cartons jaunes ont été distribués lors des 50 matchs de l'Euro-2016, soit une moyenne de 3,9 cartons par match, similaire à celles de 2012 (3,8) et 2008 (3,93). Seuls trois cartons rouges ont été distribués, autant que lors des deux précédents championnats, avec un seul donné directement, à l'Irlandais Shane Duffy face à la France en 8^{es} de finale. L'UEFA a en outre souligné que 94,2% des décisions concernant les positions de hors-jeu avaient été correctes.

Décisions qui ont pu être de siffler ou de ne pas siffler un hors-jeu. Comme par exemple sur le but de l'Anglais Jamie Vardy face au pays de Galles, qui se trouvait

en position de hors-jeu mais à qui le ballon a été passé... par un défenseur gallois. Il a donc été accordé, à raison.

Préparation tactique des arbitres

Le 24 juin, le patron de l'arbitrage à l'UEFA Pierluigi Collina avait expliqué que son équipe et lui s'étaient rendu comme en 2008 et en 2012, dans chaque camp de base des équipes engagées à l'Euro pour expliquer aux joueurs et aux encadrements les règles, les droits et les devoirs. Le célèbre italien chauve avait aussi indiqué que les arbitres, un peu comme les joueurs qu'ils allaient juger, étaient «briefés» avant chaque match par des entraîneurs professionnels, sur les différents dispositifs tactiques des équipes.

Ces rapports, dont l'AFP a pu consulter un exemplaire, montrent les dispositifs tactiques des équipes qui vont être arbitrées, par exemple leur façon de défendre sur coups de pied arrêté ou leurs combinaisons sur corner. «Si vous savez ce qu'il peut se passer, avant que cela se passe, ça veut dire que vous êtes prêt. Et si vous vous attendez à ce qui se produit, vous allez plus certainement prendre une décision correcte», avait exposé Collina. Et d'expliquer vouloir éviter que l'arbitre n'ait à dire: «désolé, je me suis trompé parce que je ne m'attendais pas à ça».

PUBLICITÉ